
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
VA/AG

A R R E T E

n° L- 9 8 0 1 7 6 du 0 2 FEV. 1998 portant
prescriptions complémentaires



LE PREFET DU HAUT-RHIN

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour application de la loi susvisée, et notamment ses articles 18 et 34.1 ;
- VU** l'antériorité dont bénéficiait la NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX pour l'exploitation de sa fonderie soumise à déclaration, sous la rubrique n° 284-2 de la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le jugement du Tribunal de Grande Instance de MULHOUSE daté du 23 février 1994 prononçant la liquidation judiciaire de la SA NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX et nommant Me TRENSZ en qualité de liquidateur ;
- VU** la cessation définitive de l'activité, le 19 mars 1994 ;

II

CONSIDERANT que divers déchets générés par l'activité passée et des produits polluants sont abandonnés sur l'ancien site de production de la Sté NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX, rue du Général de Gaulle à MASEVAUX,

CONSIDERANT que ce site comporte des zones où le sol est manifestement pollué, en raison de l'activité passée,

CONSIDERANT que la présence de ces déchets, produits polluants et terres polluées est susceptible de présenter un potentiel important de pollution des eaux souterraines,

CONSIDERANT que le site est dans un état tel qu'il peut se manifester des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976,

CONSIDERANT que la décharge située route Joffre, qui avait été exploitée sans l'autorisation requise par la SA NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX, peut présenter des dangers pour l'environnement, tels que cités à l'article 1er de la loi précitée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions relatives à la remise en état, visant à assurer l'élimination des déchets, produits polluants présents sur le site et déterminer les risques pour l'environnement dûs, d'une part à la pollution des sols sur le site, d'autre part à la présence de la décharge située route Joffre, en vue de prévoir si nécessaire des actions complémentaires,

VU le rapport du **26 SEP. 1997** de la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du **16 OCT. 1997**

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1ER -

La SA NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX, représentée par Maître TRENSZ, 21 rue du Printemps à MULHOUSE, Administrateur chargé de sa liquidation, devra se conformer aux prescriptions des articles 2 à 7 ci-après.

ARTICLE 2 -

Les différents produits, matières et déchets laissés à l'abandon sur le site, rue du Général de Gaulle à MASEVAUX, de l'ancienne usine de production de la Sté NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX, seront caractérisés et éliminés en fonction de leur potentiel polluant, dans des installations dûment autorisées.

Cette élimination devra être achevée dans un délai de 2 mois après notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 -

Une étude globale de la pollution du site sera réalisée. Cette étude devra déterminer :

- les caractéristiques de la pollution,
- son extension dans les sols et dans les eaux souterraines,
- les risques potentiels, notamment pour les usages futurs des terrains, les captages d'eau potable et les puits privés,
- les mesures à prendre pour supprimer les risques et assurer le suivi si nécessaire.

IV

ARTICLE 4 -

Une étude sera réalisée en vue de déterminer l'impact sur l'environnement de la décharge qui avait été exploitée par la SA NOUVELLE FONDERIE DE MASEVAUX et qui est située parcelle 1, section 8 à MASEVAUX.

Des mesures de réhabilitation seront proposées si nécessaire, en vue de supprimer les risques.

ARTICLE 5 -

Les études précitées devront être achevées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 -

Lors des différents travaux de nettoyage, d'investigation et d'évacuation des divers déchets, toutes précautions seront prises afin d'éviter la dispersion des matières polluantes.

ARTICLE 7 -

Lorsque les travaux d'élimination des déchets, produits et matières polluées seront achevés, un rapport sur ces travaux, auquel seront jointes les copies des bordereaux de suivi faisant preuve de l'élimination, sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les rapports des études et les résultats des analyses de caractérisation des divers déchets et matières polluées, seront transmis dès réception à l'inspecteur des installations classées.

Article 8 -

Les mesures d'intervention s'avérant nécessaires en vue de supprimer les risques pour l'environnement, seront prescrites dans les mêmes formes que les présentes prescriptions.

Article 9 -

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Article 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **02 FEV. 1998**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé . J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

